

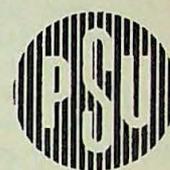
Tribune socialiste

N° 308 / 29 DÉCEMBRE 1966 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.D.N.P.



La portée de l'accord

Rémy Grillault

Pas de trêve pour le Vietnam

Pierre Naville

Les exigences du socialisme

J.-F. Armogathe

La Hongrie de Kadar

Maurice Combes

Béjart et les autres

Marc Echeverry
Bernard Sizaire

L'an X du Marché Commun

Jacques Malterre

Du 19 au 22 décembre les ministres français sont allés à Bruxelles faire le point avec leurs collègues des autres pays de la Communauté Economique Européenne.

Ils ont traité successivement des affaires sociales, des affaires économiques, des affaires « générales » et des affaires agricoles. Tous les grands problèmes du marché commun ont donc été abordés et comme toujours c'est au cours de déjeuners que l'on a parlé des choses les plus sérieuses.

De tout cela il se dégage une impression générale très nette : Le marché commun avance vite mais

personne se sait où il va. Impression qu'il faut compléter par une constatation aussi ferme : l'union économique avance, la construction politique recule.

*Plus de douanes
le 1^{er} juillet 1968*

Sauf accidents de dernière heure le 1^{er} juillet 1968 les premiers camions de marchandises traverseront les frontières à 70 kilomètres à l'heure, le chauffeur fera un petit signe amical au douanier désœuvré qui au mieux établira quelques statistiques. 11 ans 3 mois et 6 jours après la signature du traité de Rome

ce qui paraissait d'une audace folle aura été accompli et cela dans un délai très inférieur à celui qui avait été fixé.

Déjà la protection douanière entre les 6 est devenue très faible. Alors qu'en 1957 le prix d'une auto italienne augmentait de 30 % à la frontière dès aujourd'hui il n'augmente que de 6 %. En mars 1966, 96 % des marchandises importées en France supportaient des droits de douane inférieurs à 10 %, alors qu'en 1957, il y avait des droits supérieurs à 25 % sur 75 % des produits.

(suite pages 6 et 7)

□ Le maire de Tulle à l'heure du choix

Monsieur Jean Montalat, maire S.F.I.O. de Tulle, vient de faire une déclaration qui suscite certains remous dans les rangs de l'opposition. En effet, Jean Montalat, personnalité bien connue et vice-président de l'Assemblée nationale, précise qu'il ne se désisterait en aucun cas pour un communiste aux prochaines élections législatives. A vrai dire, si cette position est en contradiction avec celle de la Fédération démocrate socialiste, elle n'a guère étonné les milieux politiques corréziens, en particulier après le retrait à Ussel de la candidature de Marcel Audy, sénateur radical opposé lui aussi, et pour les mêmes raisons, à la tactique électorale de la Fédération.

Jean Montalat a toujours joué la carte anticommuniste et a fait carrière sur ce thème ; s'il est à la tête d'une municipalité de coalition Centre Démocrate — Fédération, il tient toujours, déclare-t-il, à rester dans sa circonscription le député de cette coalition.

Mais, diront ses amis, Jean Montalat ne fait pas un faux calcul en se plaçant sur le seul terrain de l'arithmétique puisque cette tactique lui a toujours réussi. Ainsi en 1962, alors qu'il avait obtenu au 1^{er} tour 16 000 voix contre 14 000 au P.C. et 9 000 à l'U.N.R., est-il resté seul face au communiste le dimanche suivant, ce qui lui a permis de l'emporter aisément. Le maire de Tulle s'est toujours présenté comme un rempart efficace contre les communistes.

L'U.N.R., qui le savait bien, n'avait pas manqué de faciliter son élection au 2^e tour en 1962 et aux municipales de 1965, elle n'avait même pas présenté de liste, se contentant de titrer dans son journal « l'Essor » : « Tullistes, barrez la route au parti communiste, votez Jean Montalat ».

Mais aujourd'hui les reclassements en cours ont poussé l'U.N.R. à ne plus être aussi compréhensive vis-à-vis du maire de Tulle. Aussi vient-elle de lancer contre lui un candidat qui se remue beaucoup et reçoit nombre de lettres ministérielles de complaisance. La position électorale de Jean Montalat n'apparaît plus aussi sûre et il n'est pas improbable qu'il arrive, cette fois-ci, derrière le candidat communiste.

C'est parce qu'il n'écartera pas lui non plus cette éventualité, qu'il vient de laisser sous-entendre clairement qu'il se maintiendrait pour « barrer la route au communiste ».

Il n'empêche que Jean Montalat vit aujourd'hui son heure de vérité car il ne pourra éviter longtemps de choisir son camp. Mais ce choix, s'il est douloureux, ne peut être qu'une clarification. En effet, ou bien il

opte pour la gauche, ce qui ne peut exclure un éventuel désistement pour le P.C. s'il était distancé. Ou bien il persiste dans son attitude et les électeurs modérés risquent vite de comprendre que l'U.N.R. est la mieux à même de défendre leurs intérêts et de s'opposer au P.C. D'ailleurs la démagogie électorale des gaullistes, axée sur deux importants problèmes Tullistes, la Manufacture d'Armes que d'aucuns disent condamnée et un barrage de compensation sur la Corrèze, ne manquera pas de faire réfléchir une couche de l'électorat qui jusqu'à maintenant soutenait le maire de Tulle. □

□ Produit rare : les ordinateurs

Une récente publication de la Chambre de Commerce américaine en France permet de comparer les nombres de calculateurs électroniques en service aux Etats-Unis et en France. A la date de juillet 1966 le « parc » américain comprenait 56 749 machines. Pour la France, au 1^{er} janvier 1966, on comptait 1 568 calculateurs fonctionnant et 871 en commande. Un an plus tôt les chiffres étaient respectivement de 1 043 et de 404.

Si l'on établit des rapports entre des statistiques considérées aux mêmes moments, on observe que les Etats-Unis disposent de 30 fois plus d'ordinateurs que la France. Il n'est pas inutile dans ces conditions de rappeler que la population américaine est quatre fois plus nombreuse que la population française. On perçoit par là les inégalités dans la densité des deux réseaux de calculateurs.

Alors que le Gouvernement Français se préoccupe activement ces derniers mois de mesures permettant de doter la France d'un embryon d'industrie en matière de fabrication d'ordinateurs, il n'est pas inutile de situer exactement ce dont dispose déjà la France. On en déduira aisément l'écart qu'il y a à rattraper.

Il conviendrait alors de s'interroger sur la nature des décisions des Pouvoirs Publics et sur leur portée. Compte tenu du coût de l'implantation d'une industrie d'ordinateurs, il importerait également d'estimer avec minutie les chances et les avantages d'une coopération européenne en ce domaine.

En attendant de publier une étude à ce sujet, l'on souhaiterait que les Programmes des organisations de gauche abordent publiquement ce problème et que sans démagogie, lors de la prochaine campagne électorale, l'une des questions vitales pour l'avenir de la France soit débattue avec

compétence. Le Plan Calcul ne doit pas être seulement l'affaire des technocrates et des spécialistes ! □

□ Candidats surprenants

Les candidatures sous la bannière du Centre Démocrate, de Guy Sulter, membre du Bureau Confédéral de la C.F.D.T., ancien secrétaire général de la Fédération des Employés (Circonscription de Langres-Haute-Marne), et de André Darricau, secrétaire général de l'U.D.-C.F.D.T. de Dordogne, ont créé quelque surprise et un malaise à la C.F.D.T.

Il semble que Théo Braun, ancien membre du Bureau Confédéral de la C.F.D.T., devenu Secrétaire Général du Centre Démocrate, n'est pas étranger à ces candidatures.

Elles sont cependant difficilement conciliables avec les options économiques, sociales et même politiques de la C.F.D.T.

Aussi le Bureau Confédéral se serait saisi de l'affaire et souhaiterait une clarification de la situation dans les meilleurs délais. □

□ ORTF : grèves en perspective

La grève du 1^{er} décembre à la télévision était motivée par le conflit qui oppose les syndicats à la Direction de l'O.R.T.F., à propos des commissions d'avancement. Selon le Directeur Général Adjoint, le rôle du délégué élu doit se borner à « apporter à la direction les éléments humains qui lui font défaut ». Les syndicats demandant l'instauration de véritables délégués du personnel permettant, comme dans les entreprises publiques et nationalisées, le fonctionnement de commissions paritaires ayant le contrôle du recrutement, de l'avancement, des mutations, des promotions, de la discipline.

D'autre part, l'Intersyndicale (F.S.U. - C.G.T. - Autonome - C.F.D.T.) accuse la Direction de l'O.R.T.F. de brader la production aux entreprises privées en octroyant du personnel à ces dernières ou en leur confiant des réalisations. Les syndicats revendiquent également un recrutement correspondant aux besoins réels de l'Office, la création d'un centre de formation pour la reconversion du personnel, un rattrapage sur les salaires.

Insistant pour que l'Office soit doté des moyens qui lui permettent de remplir, conformément à la loi, son rôle de véritable service public, l'Intersyndicale a retenu le principe d'un arrêt de travail de 48 heures dont la date sera fixée prochainement. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Harris Puisais

Directeurs adjoints

Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Administration :

54, Boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Publicité littéraire :

71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1966

□ Une réforme pour rien

Le 20 décembre, plusieurs centaines d'instituteurs de la région parisienne étaient réunis à l'Institut pédagogique pour connaître comment on entendait leur proposer de faire face aux tâches nouvelles que nécessiteraient la « réforme Fouchet » et la prolongation de la scolarité.

Ils ont appris que l'administration (et le gouvernement) avaient décidé de ne réserver l'accès officiel aux classes de transition qu'à une minorité de privilégiés (actuellement en postes dans les « CES fantômes ») et aux stagiaires bénéficiant d'une année de formation professionnelle (60 postes dans la Seine). Au total une centaine de personnes, alors que le nombre des élèves prévus en nécessitera 20 à 30 fois plus.

Pour protester contre cet ostracisme, la moitié des assistants a quitté la réunion. Cette protestation traduit plus que le mécontentement d'une catégorie d'enseignants. Elle signifie également l'inquiétude de ceux qui au contact quotidien des réalités fondamentales de l'enseignement refusent l'improvisation démagogique de l'actuelle réforme. □



A.D.N.P.

Editorial

Pas de trêve pour le Vietnam

Pierre Naville

La « trêve » de Noël a été ponctuée de bombes américaines, de ripostes vietnamiennes. Quelques heures, pourtant, les canons, les moteurs se sont tus, pour reprendre sans délai. Autrement dit, la guerre continue.

Etrange guerre ! Johnson prétend qu'il est prêt à soutenir toute tentative du secrétaire de l'O.N.U. pour chercher un règlement honorable du conflit. Ho Chi-Minh envoie des vœux de Nouvel An au peuple américain, et le correspondant du *New York Times*, H. Salisbury, envoie à son journal, de Hanoï où il se trouve avec l'accord du Département d'Etat, une chronique détaillée sur les destructions et les morts civiles provoquées par l'aviation américaine ! Et malgré cela, la stratégie du Pentagone reste la même : implanter au Sud Vietnam une force militaire telle que Hanoï devrait s'incliner et cesser toute aide au pays frère en rébellion.

Depuis quelques semaines, le gouvernement américain semble rechercher une solution de type « coréen », c'est-à-dire aboutissant au statu-quo, sur la base des frontières actuelles, ce qui garantirait le maintien à Saïgon du pouvoir du général Ky. Ce qu'il veut donc ignorer, c'est que la

guerre actuelle a pris naissance dans une révolte populaire et armée au cœur du Sud Viet-nam, et non dans une action du Nord contre le Sud comme cela s'était produit en Corée.

C'est pour cela qu'une solution « coréenne » apparaît impossible, et qu'elle ne serait même pas un compromis, mais l'étouffement d'un mouvement révolutionnaire et d'indépendance, comme l'armée américaine le pratique n'importe où, dès que ses intérêts fondamentaux sont en jeu.

Dans l'Amérique du Sud andine et amazonienne, Washington soutient aussi l'action des gouvernements contre les guerillas paysannes qui organisent la lutte contre le féodalisme et la ploutocratie. Pour l'administration américaine, le Sud Vietnam est un front comme un autre, dans un secteur plus chaud, et tout en faisant planer la menace d'une extension du conflit, il voudrait le « localiser » pour éviter une intervention internationale contre ses entreprises.

Il est donc clair que le devoir des socialistes, dans le monde entier, est de travailler à l'extension du soutien au peuple vietnamien et de ceux qui, aux Etats-Unis, ont engagé l'action contre l'administration Johnson. En

un sens, cette forme de soutien est aussi importante, sinon plus, que l'appui qui peut être apporté directement aux combattants. Ce qui peut ébranler la volonté agressive du gouvernement américain, c'est la mobilisation vraiment mondiale du mouvement anti-impérialiste.

Dans notre pays, la politique des partis de gauche et des organisations syndicales pourrait trouver la voie d'une unité active si elle s'engageait franchement en faveur du soutien actif au F.N.L., au Vietcong, et à ses objectifs de réunification du Vietnam dans l'indépendance. La situation exige tout autre chose que des appels à la paix sans précision, comme l'a préconisé de Gaulle. Une action de soutien au peuple vietnamien passe par la rupture de l'alliance

atlantique, et pas seulement par le retrait militaire de l'O.T.A.N. Elle passe, aujourd'hui, par des engagements formels d'une éventuelle majorité de gauche aux élections législatives. Elle exige la reconnaissance diplomatique du gouvernement de Hanoï, par une prise de position nette en faveur des forces démocratiques et révolutionnaires du Sud Vietnam.

Le gouvernement américain sait fort bien que la lutte est aussi importante sur le plan international que sur le plan local. Il n'a pas hésité à engager un Cardinal, que Rome n'a pas explicitement désavoué, pour faire sa propagande à Saïgon même. A nous d'accroître une mobilisation adverse.

Aix-en-Provence

Bientôt de nouvelles élections

D. Yvoire

Après Brive et Le Mans, on va sans doute voter à nouveau à Aix.

En 1965, l'entente de la Gauche n'avait pu s'y faire. Par suite des prétentions exorbitantes du P.C.F. ? Non pas ; les Communistes avaient accepté de figurer sur la liste animée par Félix Ciccolini, leader local de la S.F.I.O. et d'y être fort minoritaires. On discutait sur le nombre de sièges, mais tout aurait pu finalement s'arranger. Seulement voilà, Aix n'est qu'à une trentaine de kilomètres de Marseille ; on se souvient des alliances préparées alors par Gaston Defferre pour conserver sa mairie ; on se souvient qu'il voyait se dresser contre lui, la dissidence des socialistes de gauche, groupés derrière Daniel Matalon ; il lui était donc impossible de laisser démontrer dans la seconde ville du département qu'une alliance de gauche pouvait se conclure et vaincre. C'était la guerre à Marseille ; il fallait la rupture à Aix.

Au premier comme au second tour, deux listes se réclamant de la gauche s'affrontèrent donc à Aix ; l'une la liste Ciccolini, très étendue vers le « Centre » ; l'autre la liste du P.C. et du P.S.U.. Le résultat de cette division fut la victoire de l'indépendant-gaulliste Mouret qui fut cependant acquise d'extrême justesse (12.584 voix contre 12.535 à la liste Ciccolini et 3.817 à la liste P.C.-P.S.U.).

Naturellement, avec une différence de 45 voix, on plaïda ; on trouva de nombreuses irrégularités dans les procès-verbaux, dans le vote par correspondance ; on s'en alla devant le tribunal de Marseille, puis devant le Conseil d'Etat. Cette dernière instance doit rendre sa décision au dé-

but du mois de janvier, mais compte tenu du rapport du Commissaire du gouvernement, on peut penser que les élections seront annulées et les électeurs convoqués dans les quarante jours qui suivront, afin d'élire une nouvelle municipalité.

Une victoire de la Gauche est-elle possible ? Oui si celle-ci sait s'unir et si M. Ciccolini, abandonnant ses alliés centristes, s'entend avec le Parti Communiste.

Mais cette entente des forces de la Gauche traditionnelle, si elle est indispensable, risque fort d'être insuffisante dans une ville comme Aix. Si l'on ne veut pas renouveler l'expérience amère de Brive, il faut que les éléments de la gauche nouvelle — ils occupent dans la ville une place importante — se retrouvent dans les options mises en avant (formes de la démocratie communale, programme sérieux de rénovation urbaine), comme dans les hommes chargés d'incarner ces choix.

De qui s'agit-il en fait ? D'abord des membres du Club aixois « Démocratie Nouvelle », qu'anime Bernard Peligry, ensuite des militants du P.S.U. qui, depuis un an, ont donné un essor important à la section locale comme à la section étudiante, fondée à l'Université. Enfin de militants du syndicalisme ouvrier ou enseignant. Les uns et les autres ont pris depuis plusieurs mois l'habitude de travailler ensemble ; ce sont ces représentants de la Gauche Nouvelle aixoise qui viennent d'envisager la constitution d'un G.A.M., chargé de poser clairement les problèmes de la ville, d'en faire l'enjeu de la prochaine bataille municipale et d'apporter ainsi leur contribution à une nécessaire victoire de toute la Gauche. □



Plus grave qu'un monôme.

A.F.P.

Tunis : un fossé profond

Traditionnellement la Tunisie passait pour un pays où le pouvoir semblait stable, surtout par comparaison à ce que l'on observait dans le tiers monde. A tel point que Bourguiba pouvait se permettre des gestes aussi originaux qu'une position toute personnelle et non dénuée de réalisme à l'égard d'Israël et un soutien assez net de la politique américaine au Vietnam, soutien que rarement les gouvernements du tiers monde affichent aussi ouvertement, même si plus secrètement ils l'avouent. Certes en dépit de cette stabilité, il aurait fallu observer de plus près l'évolution de l'économie tunisienne. De même l'on savait que des remous secouaient périodiquement l'U.G.T.T. et le syndicalisme ouvrier. Pourtant l'étiquette de stabilité était unanimement reconnue.

Or voilà qu'à la suite d'un incident mineur, un vent de révolte et d'émeute souffle dans l'enceinte de l'Université de Tunis, voire bien au-delà. Voilà que le Gouvernement tunisien précipite des gestes graves qui en disent long sur sa surprise. De la sorte on interdit à notre consœur du « Monde », J. Ben Brahem, de poursuivre son travail de correspondante de presse. Qui ne sait que ce type d'ostracisme, coutumier il est vrai de tous les pouvoirs, dissimule mal une vérité que l'on n'entend pas voir diffuser.

Nos lecteurs auront suivi le déroulement des événements de Tunis, ce qu'ils doivent maintenant savoir c'est que le procès des 9 étudiants a été décidé avec une rapidité qui défie toutes les lois de la défense. Alors que les avocats ne sont pas encore tous désignés, le 21 décembre, les autorités décident que le procès viendra le lendemain. Le 22 décembre, comme si on avait voulu éviter que les défenseurs, en particulier français, ne soient tous présents, le procès débute. Cependant devant une salle mouvementée et devant la détermination des avocats tunisiens, l'affaire est reportée au 24. A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'en connaissons pas encore les aboutissements.

Bourguiba peut choisir la « clémence » pour « étouffer » l'incident ou au contraire « durcir », ce qui pourrait déboucher sur une certaine épreuve de force.

Quoiqu'il en soit cette crise qui vient d'éclater, prouve que tout ne va pas pour le mieux au sein du système bourguibiste. La révolte étudiante qui vient après le conflit avec les syndicats, témoigne qu'en particulier l'absence de liberté est cruellement ressentie. La défense des étudiants par 17 avocats du Barreau de Tunis, la pétition lancée par soixante universitaires de renom confirment cette impression et démontrent que l'intelligentzia tunisienne n'accepte

plus de se « taire » en échange de niveaux de vie élevés qui lui sont offerts.

Ici comme ailleurs et singulièrement au Maghreb, les étudiants prennent la tête du mouvement et refusent que leur seul avenir se réduise à être l'alibi de régimes contestables. Certes de jeunes intellectuels acceptent d'entrer dans le système et constituent l'un des éléments déterminants des nouvelles bourgeoisies au pouvoir. Mais il semble que cette tendance soit en recul désormais.

Tunis prétend déceler la main « d'agitateurs » venus de l'étranger.

L'argument n'a rien d'original. Nous avons eu la chance de connaître l'un de ces étudiants lorsqu'il séjournait à Paris, K. Chammari. Nous en gardons l'image d'un « cadre » aux qualités rares. Condamner lourdement des hommes comme K. Chammari aggraverait le fossé profond qui sépare l'équipe au pouvoir et les fractions avancées des futures élites. Passer l'éponge n'équivaudrait qu'à retarder l'heure de réformes dont les événements de Tunis ne sont que le signe avertisseur, et que d'aucuns pensaient devoir jusqu'ici être plus tardives. □

Espagne : un Ministre imprudent

M. Lopez Rodo, ministre du Plan espagnol, et dont on dit avec insistance, qu'il sera le futur premier ministre désigné par Franco, a rapidement compris l'effet fâcheux produit par la farce du référendum espagnol. Aussi a-t-il donné au « Monde » une longue interview précisant les raisons pour lesquelles le néo-capitalisme espagnol, souhaite l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun.

C'est en effet une question de vie ou de mort, pour le développement du nouveau capitalisme espagnol. L'effort de reconversion qui devrait être accompli si cette perspective s'éloignait, serait considérable, et il est peu probable que l'économie espagnole pourrait se le permettre sans des tensions très graves.

Or les négociations en cours à Bruxelles, montrent que cette entrée dans le Marché Commun se heurte à l'opposition très vive du Bénélux, et de l'Italie à la fois sur le plan économique et politique. L'Allemagne et la France soutiennent par contre avec vigueur la candidature de l'Espagne.

Mais pour l'heure, les négociations sont au point mort, d'où l'impatience de Lopez Rodo, et aussi son inquiétude. D'autant plus que la proposition d'un accord commercial qui lui est proposé par la Commission est notoirement insuffisante.

Tenant de répondre à ceux qui mettent en avant les impératifs politiques, pour interdire l'entrée de

l'Espagne dans la CEE, il a d'ailleurs un mot savoureux : « La loi organique de l'Etat (qui vient d'être votée dans les conditions que l'on sait) nous aligne sur l'Europe. Il est difficile de dire si la différence entre la nouvelle loi constitutionnelle adoptée par le référendum du 14 décembre, et la Constitution française est plus grande ou moins grande, que la différence existant entre cette dernière et la Constitution italienne. »

Le mot aurait déplu à l'Elysée, et on s'apprêterait à le faire savoir au ministre imprudent. □

Des chiffres sur la Rhodésie

En 1965 les exportations de la Grande-Bretagne en République Sud-Africaine totalisent 261 millions de livres pour un chiffre global d'exportations de 4.779 millions de livres. A noter que la balance des échanges entre les deux pays est nettement favorable à la Grande-Bretagne pour un excédent de quelques 80 millions de livres.

Il convient d'ajouter à ces indications, les revenus de « shipping » et d'assurance (soit 79 millions de livres) et surtout ceux des capitaux britanniques investis en Afrique du Sud (investissements estimés à 1 milliard de livres, soit 9 % de l'ensemble des investissements anglais à l'étranger).

Pour ce qui concerne l'embargo britannique appliqué depuis 1965 sur les échanges commerciaux avec la Rhodésie, la référence à la dernière année normale soit 1964 indique un manque-à-gagner d'une trentaine de millions de livres pour la Grande-Bretagne, auxquels devraient s'ajouter environ 7 millions de livres d'exportations dites « invisibles ».

Du côté de la Rhodésie, selon les propos tenus le 8 décembre par M. G. Brown à l'ONU, les exportations rhodésiennes auraient diminué de 40 %, n'atteignant plus que 80 millions de livres pour un plafond de 143 millions de livres en 1965. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom
Prénom
Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti
Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la
section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège
du PSU, 81, rue Mademoiselle,
Paris (15^e).

Rencontre Languedoc-Provence

Les exigences d'un socialisme moderne

J.-F. Armogathe

Depuis plusieurs années, nous ne cessons de répéter, nous ne cessons d'affirmer la nécessité pour la gauche française de quitter les vieilles habitudes, les comportements équivoques et un révolutionnarisme verbal qui sont aujourd'hui périmés (1).

Le devenir idéologique

Pendant que notre pays, depuis la dernière guerre, se transformait inéluctablement et définitivement en pays de haute civilisation technique, scientifique et culturelle, la gauche française a continué, dans le domaine politique, à tenir un langage d'une rigueur idéologique d'autant plus anachronique qu'elle était souvent, peu efficace et purement verbale.

Les véritables décisions qui conditionnent le devenir de notre pays, notre avenir et même celui de nos descendants, se prennent en dehors de toute influence des partis politiques traditionnels. Il est peut-être pénible de le dire mais c'est une vérité que nous nous devons de rappeler. En ce qui concerne par exemple un sujet qui nous intéresse particulièrement au Plan Régional, l'Aménagement du Territoire, nous savons que les grandes options échappent au contrôle des élus et sont décidées à Paris, en comité hautement qualifié mais fort restreint et souvent fort éloigné du réel et de l'humain.

Il est parfaitement illusoire et peu réaliste pour la gauche politique et syndicale de réclamer le maintien d'un Sénat fort conservateur ou de mobiliser les travailleurs sur des positions de principe pendant que le néo-capital décide en fait, presque à sa guise, des implantations d'unités industrielles ou des fermetures, pendant que les trusts s'organisent puissamment au niveau européen.

Pourtant, malgré un certain nombre de divergences que nous ne devons pas sous-estimer au nom d'une unité aussi inefficace qu'imaginaire, des lignes de convergence ont commencé à se dessiner depuis quelques temps entre les forces de la gauche en général, entre les organisations de la gauche nouvelle en particulier.

Les clivages actuels

Ce qui est important aujourd'hui, c'est que cette évolution des idées se manifeste maintenant, sous la pression de ces éléments actifs, à l'extérieur et entre les organisations elles-mêmes.



J.F. Armogathe
Secrétaire général du Club Démocratique Nouvelle.

Dans cette optique, on s'aperçoit d'ailleurs très vite que les lignes de clivage sur ces objectifs à moyen et à long terme passent en fait souvent à l'intérieur même des organisations. Les révisions personnelles de chacun devront obligatoirement se faire d'ici quelques temps et elles seront déchirantes.

C'est pour cela que la plupart des tentatives de regroupement actuelles ont échoué ou sont susceptibles d'échecs, parce qu'elles cherchent à rassembler à tous prix des moyens de parvenir à la victoire sans s'accorder sur les objectifs à atteindre.

Or, ce qui intéresse la majorité des citoyens de ce pays, ce qui nous intéresse, ce n'est pas de savoir si le secrétaire général de telle organisation se présentera après de tortueuses négociations à tel endroit contre telle autre personnalité, mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment un candidat définit clairement des objectifs et prévoit les moyens nécessaires pour les appliquer.

Les loisirs et l'aliénation

Si nous avons pensé traiter du Tourisme et des Loisirs, par exemple, c'est bien parce que nous recherchons la forme culturelle que devra avoir un socialisme nouveau. Il est donc nécessaire à une époque où les loisirs s'imposent comme une activité majeure, de penser une politique socialiste en ce domaine si délaissé par la gauche.

Mais aussi, nous avons choisi ce thème parce que nos régions du soleil attirent comme un aimant les nordiques de France et d'Europe et que l'industrie du Tourisme, si elle est soigneusement organisée peut être un facteur important dans notre équilibre économique.

Actuellement, on est bien obligé de reconnaître que la politique touristique du gouvernement se ré-

duit à des opérations « coup par coup » ou à la mise en service de grands projets capitalistes.

L'absence de programmation touristique est en effet apparue à ceux qui ont été amenés à discuter des tranches régionales du V^e Plan, et depuis que l'on a découvert, tardivement, que la balance touristique était déficitaire, on affirme que la priorité absolue doit être donnée aux investissements de caractère international qui peuvent apporter des devises. Quant à s'occuper à retenir les Français en France par une action touristique intelligente, on ne le fait pas. Finalement, la priorité reste aux grandes formules néo-capitalistes — ou même carrément capitalistes — exigeant de très grands travaux d'infrastructures qui sont exécutés eux par contre sur les fonds publics.

Et il suffit alors au gouvernement et à ses technocrates d'agiter le spectre du « saupoudrage » pour que tous les projets, si modestes soient-ils, soient relégués au dernier rang. Je suis persuadé qu'en ce domaine nous aurons beaucoup à apprendre des interventions qui auront lieu en commission et en séance plénière.

On est bien loin, très loin de la définition socialiste que notre ami Marc Boyer propose dans son rapport : « Il s'agit d'offrir — collectivement par des équipements et individuellement par une meilleure répartition du revenu national — des moyens de loisirs qui soient : reposants, distrayants, développants et qui permettent l'intégration et la participation à une communauté.

(1) Extraits de l'intervention de J.F. Armogathe au Colloque de Marseille.

C'est pour cela, que dans cette optique, il nous semble nécessaire d'affirmer que l'Etat doit vigoureusement intervenir au niveau des infrastructures ou des hébergements et moins peut-être, malgré les tendances centralisatrices bien connues en France, au niveau de la gestion et du fonctionnement.

L'Etat doit cesser au contraire de soutenir comme il le fait les grands groupes financiers de l'industrie du loisir et intervenir plus efficacement pour supprimer les goulots d'étranglement de l'extension du tourisme, c'est-à-dire :

- * le manque d'hébergements sociaux qui s'aggrave,
- * la concentration excessive des congés qui se maintient,
- * les insuffisances du réseau routier,
- * l'absence de vraie politique d'aménagement touristique du territoire.

Et là encore, c'est à ce niveau que nous devons intervenir et manifester notre volonté de changement en formulant des propositions régionales : Nice et la Côte d'Azur, les Alpes du sud, le littoral languedocien, les hautes Cévennes, autant de zones où un tourisme élaboré dans une visée socialiste pourrait apporter une aide à la lutte contre la dépopulation et contre les déséquilibres.

Une aide seulement, car il est bien évident que le Tourisme ne pourra jamais seul résoudre les possibilités de crise que risque de connaître le développement de nos régions. □

Message de Pierre Mendès France

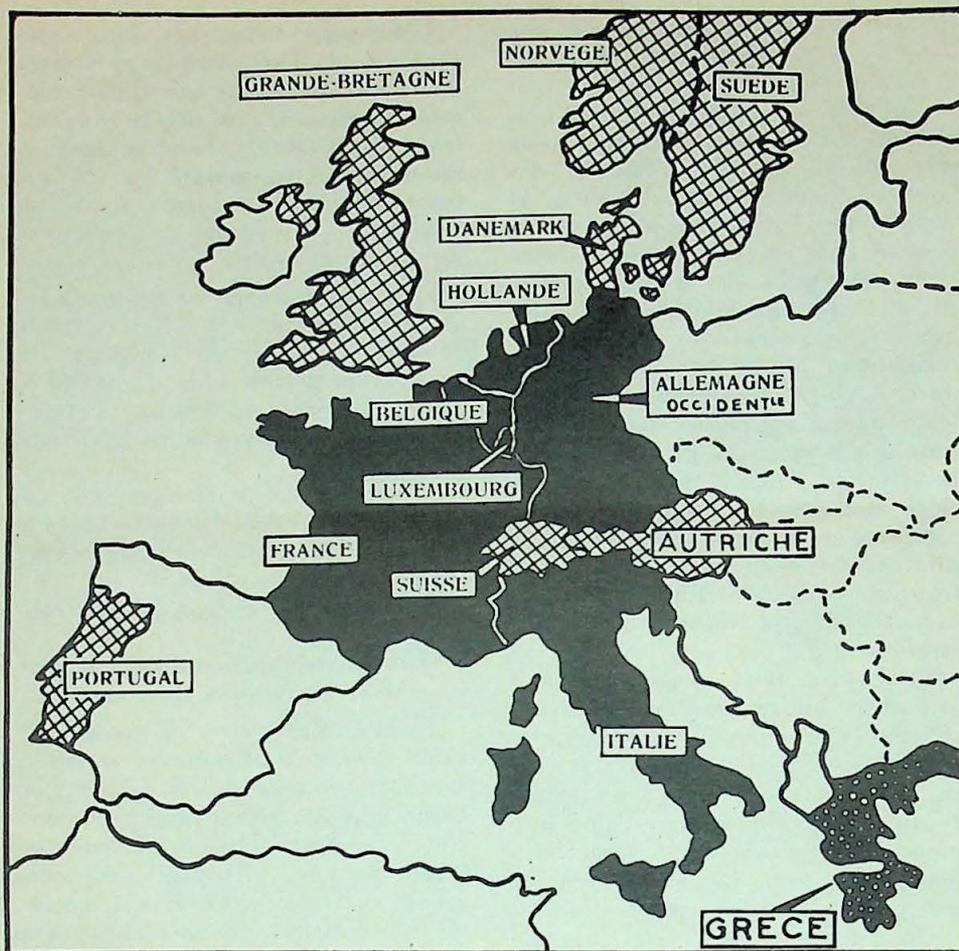
Comme je vous l'ai confirmé lors de ma dernière visite à Aix et à Marseille, il ne m'est pas possible d'être de nouveau avec vous les 17 et 18 décembre. Je le regrette d'autant plus que j'ai pu constater, lors des réunions que nous avons tenues dans le cadre de la préparation du Colloque, votre désir d'aborder avec un regard résolu neuf, les problèmes que pose l'économie de votre région.

En raison de son intense expansion démographique, le sujet le plus inquiétant reste — et pour longtemps — la création d'un volume élevé d'emplois fondamentaux. Cette création d'emplois, dans votre région relativement favorisée en ce qui concerne le long terme, ne peut, toutefois, se faire, si l'on veut éviter les déséquilibres graves tels que ceux de Béziers, d'Alès ou de Toulon, qu'en modifiant profondément les méthodes pratiquées jusqu'ici. On ne peut notamment plus laisser à un néo-capitalisme dynamique mais souvent à courte vue, le pouvoir de décider souverainement des implantations indus-

trielles; il faut, au contraire, permettre aux citoyens de la région, syndicalistes, producteurs, cadres, etc., de participer à l'étude, à la prévision, à l'élaboration de la planification et de peser sur les décisions qui déterminent leur avenir et celui de leurs enfants.

Il ne suffit pas, dans cette optique, de réclamer la création d'un cadre institutionnel nouveau; il faut aussi manifester une volonté de participation démocratique, il faut se préparer à des tâches techniques parfois difficiles. De là l'importance primordiale d'une formation économique approfondie — et cela surtout pour les responsables syndicaux comme les grandes centrales l'ont d'ailleurs compris depuis de nombreuses années déjà.

Ce n'est qu'en faisant effort sur les autres et sur nous-mêmes et en dépassant de vieilles habitudes de pensée pour élaborer une politique originale d'inspiration socialiste que nous pourrions mener à bien l'action régionale efficace indispensable au renouveau de notre pays. □



En noir : les pays du Marché Commun ; en hachuré : les membres de l'A.L.E. ; en pointillé noir : la Grèce associée au Marché Commun.

Marché Commun

(suite de la page 1)

Le résultat est connu. C'est un prodigieux développement des échanges. Entre 1958 et 1965 ils ont triplé !

Ce qui est vrai pour les produits industriels l'est aussi pour les produits agricoles. Le 1^{er} juillet 1968 tous les produits de la terre pourront être vendus librement dans tout le marché commun sur la base de prix fixés par la Communauté.

Mais encore des impôts différents

Ces faits, nos ministres les avaient présents à l'esprit en se rendant à Bruxelles à la veille de Noël : le train est sur les rails, il va de plus en plus vite mais la voie est-elle solide ? Qui va gagner dans cette libre compétition commerciale ? Qui va perdre ?

L'idéal serait qu'il n'y ait pas de vaincus, que chacun profite de l'intensification des échanges et des gains de productivité qui en découlent.

Chaque pays a des atouts ; la nature n'a pas désigné de grand vainqueur. Aujourd'hui la plupart des industries ont une grande liberté d'implantation. Les industries lourdes peuvent avoir intérêt à s'installer au bord de la mer mais chacun des

6 a une façade maritime ou un accès facile à la mer par le Rhin ou les canaux.

Ce que craignent les associés, c'est que des inégalités artificielles faussent la concurrence. Inégalité des charges budgétaires, différences dans les régimes sociaux, écarts entre les pressions fiscales.

C'était le 1^{er} point des débats de Bruxelles. M. Debré a demandé avec insistance que l'on avance sur la voie de l'« harmonisation » des systèmes fiscaux ; de son côté M. Jeanneney a rappelé la question de l'égalité des salaires masculins et féminins.

M. Debré a dit en substance : « Evidemment le 1^{er} juillet 1968 il n'y aura plus de droits de douanes mais est-ce que la charge fiscale imposée aux produits importés sera la même partout ? peut-on même savoir ce qu'elle sera ? En France, grâce à la T.V.A., vous savez exactement ce que vos produits ont à payer comme impôts, chez vous, nous ne le savons pas ».

En effet ; à l'entrée en Allemagne nos produits sont grevés d'une taxe forfaitaire variable et révisable. La France demande d'abord à ce que cette taxe ne soit plus modifiée, ensuite qu'elle soit fixée d'un commun accord.

M. Jeanneney et ses homologues des autres pays ont décidé de leur côté d'étudier les coûts des régimes de Sécurité sociale et la répartition du financement entre les employeurs, les salariés et d'Etat. Le Ministre allemand des affaires sociales lui a suggéré d'étudier la participation des

salariés à la gestion des entreprises et les problèmes de la sécurité de l'emploi.

Le dynamisme de l'unification

On voit bien où nous entraîne la libération des échanges ; pour que la concurrence ne soit pas faussée il faudrait qu'il y ait une seule législation fiscale, une seule législation sociale, les mêmes coûts pour les produits agricoles ; le même accès à un marché unique des capitaux, les mêmes taux d'intérêt.

C'est bien ce vers quoi on tend ; mais c'est rudement difficile. Deux questions sont particulièrement épineuses : les aides à l'agriculture, le marché financier commun.

Les prix agricoles versés aux agriculteurs seront bientôt partout les mêmes. Bon. Mais chaque gouvernement aide ses agriculteurs par des détaxations (carburants), des subventions, des allocations sociales, des crédits à conditions spéciales. Si un pays aide plus ses agriculteurs que les autres, il y a encore inégalité, or ces aides devront désormais être financées par un fonds européen commun (le FEOGA). Quelles sont les aides qui seront « admises » ? On en discute encore. Aucune décision n'a été prise.

La réalisation d'un marché des capitaux unique est encore plus délicate. Il faudrait ouvrir chaque bourse nationale (ou régionale) aux émissions des sociétés des autres pays. Mais en France, par exemple, le contrôle du marché financier est le dernier rempart de la planification. La Direction du Trésor donne des priorités aux diverses demandes d'emprunt ; en 1966 l'accès au marché des obligations a été largement réservé aux entreprises nationales. Faudra-t-il un jour qu'E.D.F. dispute la faveur des épargnants français à Bayer ? C'est dans la logique d'un marché commun libéral.

Pour le moment on en est aux volumineuses études ; mais déjà M. Debré a proposé une harmonisation des impôts sur les mouvements de capitaux ; c'est évidemment au préalable à toute libération de ces mouvements. Bien plus sans harmonisation les capitalistes pourraient avoir intérêt à faire des investissements là où l'imposition des profits distribués serait la plus favorable. Il faut que de part et d'autre du Rhin le régime soit le même dès lors que les produits traversent le fleuve sans aucune entrave.

Mais quelle unité ?

Tout nous presse à former une unité économique mais nous ne savons pas quelle en sera la politique intérieure et extérieure.

A l'intérieur du marché commun sera-t-il parfaitement libéral ou bien les Etats aidés par l'exécutif de la communauté s'efforceront-ils de dégager des objectifs à moyen terme pour les productions, de concilier les

politiques industrielles d'orienter les structures agricoles ?

Jusqu'à présent l'idée d'une « programmation » à moyen terme était freinée par le gouvernement allemand au nom de « l'économie de marché ». C'était cependant un allemand, M. Langer qui donnait une impulsion vigoureuse aux travaux du comité de politique économique à moyen terme.

La nouvelle équipe gouvernementale devrait être plus favorable que la précédente à la prise en considération de ces travaux. L'Allemagne d'aujourd'hui essaie de réparer les erreurs de la gestion « libérale » et surtout passive de M. Ehrardt. Devant le déficit croissant des finances politiques elle est obligée de faire des prévisions, bientôt elle établira des programmes. De même la crise des charbonnages, les difficultés de la sidérurgie du secteur pétrolier national, des chantiers navals, la récession de l'automobile obligent le gouvernement allemand à s'interroger sur l'avenir de la politique industrielle. Un échange de vues à Bruxelles serait bien vu.

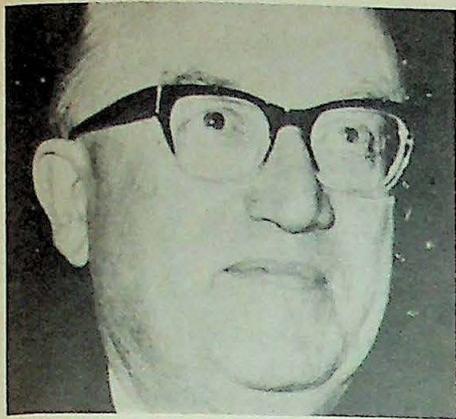
Mais quand Bruxelles, c'est-à-dire la commission du marché commun propose un 1^{er} programme de politique économique à moyen terme, ce sont les ministres français qui le critiquent le plus ; après avoir défendu avec acharnement l'idée de planification le gouvernement en refuse les conséquences sur le plan européen et fait rayer toute phrase qui aurait l'air d'un engagement de sa part.

Sur le plan extérieur les incertitudes sont aussi grandes. Deux problèmes majeurs sont posés, celui du Kennedy-Round et celui de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun.

La négociation générale pour un abaissement de 50 % des droits de douanes (tarif extérieur pour le marché commun) traverse une phase difficile. Rendus furieux par la réussite du marché commun agricole et le protectionnisme agricole de la communauté, les Américains ont annulé des propositions de baisses de tarif sur un certain nombre de produits ; ils ont été imités par d'autres pays, les Scandinaves notamment qui craignent de ne pas pouvoir augmenter leurs ventes de pâtes à papier et de ferro-alliages, produits pour lesquels la C.E.E. ne veut pas faire de baisses.

C'est une péripétie de plus dans un marchandage déjà riche en à-coups. En vérité, les six ont peur de faire un marché de dupes. Ils craignent d'ouvrir leurs frontières aux produits américains : surplus agricoles et produits manufacturés de haute technique, ce qui menacerait le bon démarrage du marché commun agricole et freinerait l'essor des industries de pointe.

En échange ils ont bien peur de ne rien avoir ; en effet le protectionnisme américain est extraordinaire.



Hallstein.

Agip

ment bien organisé ; même si les droits de douane étaient abaissés, les produits européens rencontreraient encore mille obstacles administratifs à leur entrée aux U.S.A.

Les négociations Kennedy sont en permanence un test de l'entente au sein de la Communauté. Plusieurs pays sont désireux d'aboutir rapidement. Ils ne conçoivent le marché commun à six que comme une étape et voudraient intensifier leurs relations commerciales avec les Suisses, les Anglais, les Scandinaves, les Américains. La France considère à juste titre que la C.E.E. devrait d'abord défoncer une politique commune de résistance à l'hégémonie américaine qu'elle soit économique, militaire, technologique ou monétaire ; l'Allemagne hésite entre les deux mais prend conscience chaque jour un peu plus de la menace que fait peser le contrôle américain sur un nombre grandissant de secteurs de son économie (automobile, pétrole, etc.).

Haro sur la commission

Pour assurer la cohésion des six partenaires, le traité de Rome avait voulu donner un large pouvoir d'initiative et de proposition à la Commission de la Communauté. Organisme dont les membres sont désignés par les six gouvernements.

Et en effet dans les heures difficiles, au cours des négociations les plus complexes et les plus compromises des membres de la Commission ont joué un grand rôle par leur habileté ou leur persévérance. Mais ce rôle a toujours irrité les ministres nationaux les plus rebelles à l'idée politique de l'Europe.

On se souvient que le 30 juin 1965 la France avait quitté son siège à Bruxelles et qu'elle ne l'avait réoccupé sept mois plus tard qu'après avoir obtenu une définition plus restrictive des pouvoirs de la Commission.

Cette attitude n'a pas varié. On en a vu encore les manifestations au cours des dernières réunions.

Quand la Commission propose un programme de travail pour les affaires sociales, M. Jeanneney, ministre français des affaires sociales rappelle avec une extrême vigueur que la responsabilité des questions sociales est du seul ressort des gouvernements et que les travaux de

Bruxelles ne doivent jamais mettre les gouvernements dans une position gênante à l'égard des syndicats et autres « partenaires sociaux ».

Quand la commission soumet aux ministres des finances un projet de recommandations sur la politique économique à suivre en 1967, chaque pays demande aussitôt que soit supprimée toute idée un tant soit peu précise opposée à sa politique ; M. Debré pour sa part se choque de ce que les Etats pourraient avoir à rendre compte des mesures prises à la suite de la recommandation, quant à ses collègues belge, allemand et hollandais ils ont tous protesté parce qu'on voulait leur recommander de réduire de 25 % les déficits budgétaires.

Ce sont là deux exemples du même état d'esprit. Pour les gouvernements européens actuels, Bruxelles est un lieu de rencontre ; ce n'est pas un centre d'impulsion. Nul n'ignore l'antipathie profonde des ministres français à l'égard de ces fonctionnaires internationaux qui ne sont pas responsables.

Et il est bien vrai qu'en démocratie seuls les élus rendant périodiquement des comptes de leur gestion devant le corps électoral, sont justifiés à prendre des décisions politiques. Mais à qui la faute si il n'y a pas à Bruxelles des élus de la population communautaire ?

Les dirigeants gaullistes ne conçoivent pas un autre centre de pouvoir que l'Etat. Leur attitude à l'égard de la Communauté est le pendant de leur politique à l'égard des collectivités locales. L'Etat, l'Etat seul doit pouvoir décider des choses importantes.

La gauche, notamment la gauche qui s'exprimait à Grenoble ne partage pas cette doctrine. Elle prône la revitalisation de la démocratie par le transfert de responsabilités à des assemblées et des exécutifs régionaux. Elle est le plus souvent favorable à la formation d'une Europe politique qui aurait ses responsabilités effectives dans la planification du développement et dans la conduite des affaires économiques extérieures.

On voit dans cette double tendance un moyen de rénover la vie démocratique, plus facile au niveau régional, et de mieux résister à la domination américaine. Pour certains c'est aussi la seule solution pour limiter l'omnipotence d'un Etat technocratique. Il y a dans ce projet une véritable alternative ; le seul problème reste cependant qu'en période de tension nationale, pour imposer les bases socialistes dans un pays, l'Etat reste un centre nécessaire d'organisation et d'impulsion ; des engagements trop précis dans le cadre d'une Europe limitée à six pays pourraient s'avérer forts gênants. Sous ce rapport il n'y a pas intérêt à cristalliser l'Europe actuelle mais à laisser la porte ouverte à des négociations avec la Grande-Bretagne puis avec les pays de l'Est. □

Points chauds

Harmonisation fiscale

Travailleurs et Conservateurs sont d'accord sur ce point ; il faut redemander l'adhésion au pays :

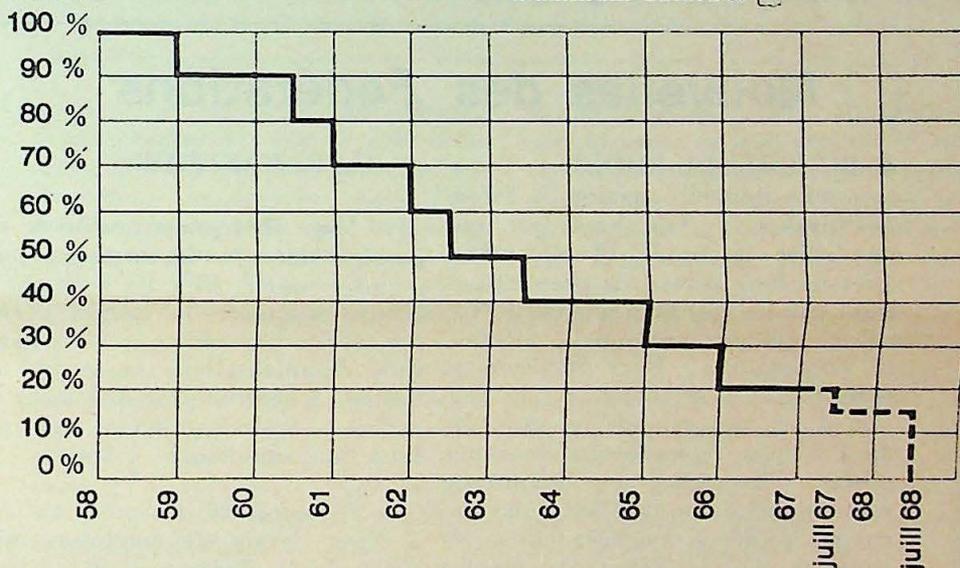
En Allemagne les impôts de l'Etat et des landers atteignent 24 % du produit national ; en France les impôts de l'Etat et des collectivités locales 23 %.

En Italie 21 %. La charge fiscale par habitant est la même en France et en Allemagne (1.900 F en 1963).

2) Mais cette pression est répartie très différemment entre les différentes sortes d'impôts.

	Impôts indirects	Impôts sur les revenus	Impôts sur la fortune
France ..	59 %	36 %	5 %
Allemagne	48 %	44 %	8 %

3) Quand un salarié moyen paie 5.800 F d'impôts en Allemagne, il en paie 2.800 en France (s'il a deux enfants), si tous ses revenus sont déclarés (ce qui n'est pas le cas pour nombre de hauts salariés et de non salariés).



Baisse des droits de douane depuis la création du Marché Commun

La Grande-Bretagne dans le Marché Commun

Les données du problème :
1) la pression fiscale est à peu près la même dans chaque marché commun.

La fédération des industriels britanniques, à la suite d'une vaste enquête a conclu à l'opportunité de cette adhésion.

M. Wilson va aller discuter de la question avec chacun des six gouvernements au cours d'une tournée européenne.

Cinq questions lui seront posées par ses interlocuteurs :

1) La Grande-Bretagne veut-elle que le traité de Rome soit modifié ? Il faudra de toutes façons recalculer la composition des organismes et les majorités.

4) En revanche, les impôts indirects sont plus lourds en France. En moyenne 20 %. Mais grâce au système de la taxe à la valeur ajoutée, il ne peut pas y avoir deux impositions différentes pour un même produit et on le connaît à l'avance.

Les propositions françaises

1) La France demande à ses cinq partenaires d'accélérer leur adoption du système de la T.V.A. ; c'est ce que l'Allemagne est en train de faire.

2) Elle demande que les taux des taxes compensatrices perçues aux frontières ne soient pas modifiées pour déguiser une augmentation de la protection (cela reviendrait en effet au même qu'un droit de douane, si les impôts pouvaient être augmentés aux frontières sur les produits étrangers, plus qu'à l'intérieur sur les produits allemands).

3) Elle demande la suspension provisoire de toute nouvelle modification des taxes compensatrices jusqu'à ce que le Conseil de la Communauté ait fixé une méthode commune d'évaluation permettant d'établir le maximum autorisé. □

2) La Grande-Bretagne veut-elle être traitée strictement comme les six membres à part entière ou veut-elle une association étroite avec des modalités particulières ?

3) Veut-elle prendre le train là où il est arrivé et accepte-t-elle tout ce qui a déjà été décidé ou veut-elle que l'on revienne sur certaines décisions prises par le Conseil ?

4) Veut-elle une période transitoire ? De quelle durée ?

5) Au cours de la première négociation, les six et la Grande-Bretagne étaient arrivés à un accord sur de nombreuses questions. Ces accords sont-ils toujours valables ?

Bien entendu, il y a une sixième question, celle du fond : sur les points où il n'y avait pas eu d'accord quelle est maintenant la position du gouvernement anglais ? □

□ Premiers succès

L'écho soulevé par la transformation de *Tribune Socialiste*, les nouveaux abonnements qui arrivent à un rythme satisfaisant, les lettres toujours aussi nombreuses que nous recevons, prouvent que nous nous sommes engagés sur la bonne voie.

« L'appétit vient en mangeant » dit le dicton. Mais ce sont aussi nos lecteurs, qui nous donnent de l'ambition. En effet nombre d'entre eux, nous ont écrit pour se féliciter du numéro de 16 pages que nous avons publié à la suite du Conseil National.

Il est évident et nous en sommes conscients que le point d'équilibre du journal, dans son contenu comme dans sa forme, serait plus aisément atteint à 16 pages, qu'à 12. Mais tous nos lecteurs comprennent aisément que le passage régulier à 16 pages n'est possible que si le nombre s'élargit considérablement.

Nous ne saurions donc trop répéter que si chacun de nos lecteurs trouve dans son entourage un nouvel

abonné, ces efforts et d'autres deviendront possibles. En cette période de fêtes, il vous devient possible d'offrir des abonnements de *Tribune Socialiste*.

N'hésitez pas à le faire. Ce sera une action utile pour votre journal.

De notre côté nous prenons des dispositions pour vous donner une information plus sérieuse, des synthèses plus larges ; pour faire en un mot de notre journal un outil indispensable à tous les cadres politiques et syndicaux, à tous les militants de gauche.

Organe du P.S.U. *Tribune Socialiste* entend contribuer très largement aux batailles que mène notre Parti. Ouvert à tous les courants qui traversent la gauche nouvelle, il entend faciliter leur dialogue.

Les premiers succès remportés pour insuffisants qu'ils soient sont encourageants. 1967 sera pour *Tribune Socialiste* avec l'aide de ses lecteurs une grande année. □

T. S.

□ Matériel disponible

- BROCHURES
- FGDS
- Santé
- Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10 - 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement : l'exemplaire 1 F.

- CES : Initiation aux problèmes économiques, 3 cahiers - prix spécial 3,00 F (au lieu de 6,40).

- DISQUES
 - Chants de lutte
 - L'internationale
 - Portugal résiste
- L'exemplaire : 10,00 F

— CORRESPONDANCE MUNICIPALE
Témoignage de l'Office social et culturel de Rennes.
N° spécial : 5 F l'exemplaire.
Paiement à la commande.
Tribune Socialiste :
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

□ Vient de Paraître

Brochure Propagande

Une brochure pochette qui fait le point sur le P.S.U., ses positions et ses structures.

L'ensemble 2 F ; 1,90 F par 10 ; 1,80 F par 50 ; 1,50 F par 100.

□ Nouvelles des Fédérations

● BOUCHES-DU-RHONE

— une nouvelle section à *Salon-de-Provence*. - Les bases en ont été jetées le *lundi 19 décembre*, après un long travail de préparation mené par les militants d'Aix-en-Provence (contacts personnels, affichage important). - Marc Heurgon et Jean Pivasset, secrétaire de la Section d'Aix, ont rappelé les objectifs du P.S.U. et répondu aux questions posées. - Assistance peu nombreuse mais composée de militants convaincus et décidés à s'engager. On se retrouvera dès le début de janvier pour régler les questions d'organisation, mais dès maintenant il est possible d'annoncer qu'une nouvelle section existe et va combler le vide P.S.U. qui existait jusqu'ici entre Aix et Martigues.

— à Aix même, une réunion de travail a permis de préparer la campagne législative de notre camarade Daumas, maire de Saint-Cannat, qui sera candidat du P.S.U. dans la 9^e circonscription des Bouches-du-Rhône, ancien Président de l'Union Générale des Etudiants d'Aix.

● ALPES-MARITIMES

— Marc Heurgon a profité de son passage dans le département pour prendre contact avec les militants et sympathisants de la section d'Antibes, et étudier avec eux les possibilités d'implantation; la section est décidée à centrer principalement ses activités sur les problèmes posés par la gestion municipale d'Antibes.

— le *mardi 20 décembre* au soir, à Nice, devant de nombreux militants de la Fédération, les formes de la candidature de notre camarade Walter, secrétaire fédéral, sur la 2^e circonscription de Nice, ont été étudiées. - Jean-François Pertus, secrétaire national des E.S.U., a ensuite animé une réunion des étudiants sur les perspectives politiques du mouvement et l'engagement syndical de celui-ci. Michel Oriol, membre du C.P.N., a tiré les conclusions de cette rencontre et tracé les perspectives du travail qui peut être mené en commun sur le plan de la recherche.

CELA EST POSSIBLE

Notre camarade Robert Michel, de la 13^e Section a fait 8 abonnements en une semaine. Qui dit mieux !

Campagne de diffusion de TS

Commande de tracts : (1 centime l'unité) tracts

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).

C. C. P. Tribune Socialiste

Paris 5826-65

54, bd Garibaldi, Paris-XV^e

Hongrie

D'abord le confort

Maurice Combes

Dix ans après le soulèvement de 1956, on peut admettre que le régime de Kadar est définitivement consolidé en Hongrie. Beaucoup plus bas encore que celui des pays d'Europe Occidentale, le niveau de vie s'est élevé ces dernières années et est parmi les plus élevés en Europe de l'Est.

D'autre part, le régime s'est libéralisé. Depuis l'amnésie de 1963, il n'y a plus guère d'arrestations. On s'accommode officiellement de la neutralité plus ou moins résignée de la majorité de la population. La vie intellectuelle est relativement libre et même brillante à Budapest. Bien que le Cardinal Mindszenty demeure cloîtré à l'ambassade américaine, les rapports avec l'Eglise catholique ont été normalisés.

Sans doute la Hongrie a-t-elle réalisé à peu près le maximum de libéralisation compatible avec le système du parti unique. Les Hongrois disent eux-mêmes, non sans ironie, que depuis la « contre-révolution » la situation s'est améliorée. Cependant politiquement la « contre-révolution » a bien été vaine. La seconde intervention soviétique s'est accompagnée de la reconstitution du Parti Communiste — que l'on ne veut plus appeler ainsi puisqu'il se nomme Parti Socialiste Ouvrier Hongrois — mais qui continue à jouer le même rôle que les P.C. des autres démocraties populaires. S'appuyant sur les organisations de masse regroupées dans le Front Populaire patriotique, le Parti Socialiste Ouvrier détient en fait le monopole du pouvoir, y compris dans le domaine économique.

Le Parti compterait environ 500 000 membres mais on peut se demander combien il y a parmi eux d'opportunistes et de staliniens mal repentis. Au Congrès du P.S.O.H. qui s'est tenu en décembre dernier à Budapest, il a été fait état « de l'étroitesse de vues » des éléments dogmatiques, de leur opposition plus ou moins ouverte aux réformes appliquées par Kadar (encouragement de la promotion de cadres non membres du parti à des postes dirigeants, levée des restrictions à l'accès à l'Université qui pesaient sur les enfants des classes déchues).

Le new-look économique

Le Congrès de Budapest a naturellement discuté également de la réforme économique entreprise par le Parti en 1965.

L'un des principaux points d'application de la réforme réside dans ce qu'on appelle « la modernisation du système des prix ». Il s'agit d'évi-

ter les inconvénients d'un système trop rigide de fixation centralisée des prix et de rapprocher les prix à la consommation des coûts de production.

C'est ainsi que l'on a diminué les prix de certains articles textiles et d'habillement et que l'on a augmenté très substantiellement (de 30 à 50 %) les prix de la viande de porc et de la viande de bœuf, ainsi que les prix des produits laitiers (on retrouve là une tendance qui existe aussi en France).

Cependant l'adaptation des prix aux coûts de production ne se fera que progressivement. Au cours du réaménagement des prix qui aura lieu en 1968, certains prix à la production et à la consommation seront soumis à un impôt différencié sur le chiffre d'affaires ; par contre des produits seront subventionnés.

Ce qu'il faut souligner, c'est que la réforme économique « attribuera au bénéfice des entreprises ». Toutes les entreprises devront réaliser un bénéfice minimum : dans les branches d'industrie où les conditions de production sont supérieures à la moyenne, les bénéfices seront différenciés par alignement sur les prix du commerce extérieur ; au contraire, dans les branches où les conditions de production sont inférieures à la moyenne, les produits exportés bénéficieront de subventions.

Selon le président de l'Office national des Prix, « il faut faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les prix soient déterminés par des engagements contractuels entre les entreprises » et restreindre l'intervention directe de l'État. Mais l'autonomie de gestion souhaitée ne risque-t-elle pas d'être contrariée par l'intervention des cellules d'entreprise du Parti qui, selon les directives du congrès de Budapest, pourront « demander des comptes » aux directeurs et « leur faire rectifier » telle ou telle décision jugée erronée ?

A cette réserve près, le système proposé n'est pas sans rappeler celui qu'avait exposé Pierre Lavau à la Rencontre Socialiste de Grenoble, mais il faut reconnaître qu'il convient mieux à un pays dont l'économie est presque intégralement collectivisée qu'à un pays où subsisterait un large secteur privé. Ici comme dans les autres pays de l'Est, il ne s'agit pas d'un retour à l'économie de profit — comme on le dit parfois en Occident — mais d'un assouplissement tenant compte de certaines lois économiques objectives, dans le cadre d'une planification centralisée.



La jeunesse, seule chance du régime ?

Collombert

En ce qui concerne l'agriculture, il faut reconnaître que la collectivisation relancée en 1959, a, malgré les résistances rencontrées, dans l'ensemble réussi. Alors que beaucoup de paysans avaient quitté les coopératives en 1956, le secteur socialiste est passé à la campagne de 45 % des terres cultivables à 97 % en 1964 (y compris les lopins individuels qui procurent des revenus importants aux agriculteurs). Il est vrai que la création d'une assurance vieillesse pour les coopérateurs ayant atteint 65 ans a été un facteur favorable à la collectivisation.

Mais pour des raisons idéologiques et économiques, le Congrès du Parti a décidé de supprimer — contre indemnité — la rente annuelle aux propriétaires qui, ayant cédé leurs terres aux coopératives, sont partis travailler à la ville ou ne sont plus eux-mêmes exploitants (1). Ensuite tous les agriculteurs seraient invités à céder leur droit à la coopérative.

Un « matérialisme vulgaire »

Dans la querelle qui oppose la Chine et l'U.R.S.S., le parti hongrois se range résolument aux côtés de cette dernière et Brejnev est venu proposer devant les congressistes de Budapest une conférence des partis fidèles à Moscou. Ce ne sont pas les Hongrois qui seraient tentés par un quelconque « neutralisme » entre les deux grands du monde communiste, comme le sont leurs voisins roumains (avec lesquels Kadar a un différend sur la Transylvanie).

A vrai dire, la population est géné-

ralement indifférente aux problèmes idéologiques et nationaux. On peut seulement considérer que ses aspirations à une vie plus confortable vont directement à l'encontre de l'austérité à la chinoise. Elles vont même à l'encontre de toute foi.

Cela s'explique par les désillusions qu'ont engendrées les excès du stalinisme et la désaffection à l'égard du catholicisme. Si le communisme a été atteint durablement par les événements de 1956, l'Eglise catholique a été déconsidérée par sa collusion avec l'ancien régime et est d'ailleurs en liberté surveillée. Elle n'a plus le pouvoir d'attraction qu'elle conserve en Pologne.

Ceux qui subsistent en Hongrie de communistes et de catholiques convaincus seraient sans doute d'accord pour considérer que les masses ont sombré dans le matérialisme vulgaire. Soucieuses avant tout d'acquiescer logement, télévision et même voiture, elles se soucient peu d'élever des enfants. Trois jours d'hôpital suffisent à éviter les naissances indésirées. L'avortement est légal et remboursé par la Sécurité sociale. Il y en aurait en Hongrie plus d'avortements que d'enfants nés vivants. Le pays a le taux de natalité le plus bas du monde, ce qui inquiète les autorités.

Cependant 85 % des jeunes appartiennent aux Kisz où ils sont censés recevoir une formation idéologique. En dépit de l'attraction exercée par le mode vie occidental, n'est-ce pas en fin de compte la meilleure chance du régime ? □

(1) Ils seraient au nombre de 130.000.

Danse

Enfin Béjart vint

Marc Echeverry

Bernard Sizaïre, dit ici même, à quel point le Festival International de la Danse aura été décevant. Ainsi le malaise longtemps ressenti en France paraît s'étendre au Monde international de la Danse. En vérité entre l'académisme soviétique et les recherches de certaines troupes américaines... qui s'écartent chaque jour davantage d'un art qui a ses règles spécifiques, la danse s'étirole et se meurt dans une quasi indifférence.

En France la situation a pris des proportions catastrophiques. Dût notre vanité nationale en souffrir, il faut dire qu'il n'y a plus en France, ni de troupes, ni de danseurs, ni de chorégraphes de classe internationale. Depuis les « Ballets des Champs Elysées », quelques Compagnies ou personnalités, survivent et trouvent parfois de petits trucs heureux, que la mémoire ne retient guère, et qui ne font illusion qu'auprès d'un public de balletomanes aussi désuet que dérisoire dans ses rites et ses applaudissements.

Songer, qu'un « Ballet Classique de France » créé autour de Liane Daydé, a pu représenter la France au Festival et à l'étranger, avec quelques vieilleries extraites de l'ancien répertoire du marquis de Cuevas est proprement confondant.

J'imagine aisément que Jean Robin, directeur du Festival, ne lira pas sans amertume ces lignes. Je sais mieux que personne, combien il s'est battu et se bat pour une danse d'une autre audience et d'une autre qualité. Le Ministère des Affaires Culturelles ne se décidera-t-il pas à faciliter précisément la création du Ballet National Français, dont Jean Robin fût le promoteur et le champion ?

L'exemple vient de la petite Belgique, où un chorégraphe français, Maurice Béjart, a pu trouver les conditions de travail, qui lui permettent de monter l'éblouissante série, qui du Sacre du Printemps, au Roméo et Juliette d'aujourd'hui, fait de lui l'un des plus grands, sinon le plus grand des chorégraphes de ce temps.

Nous reviendrons sur ce spectacle exceptionnel. Dès aujourd'hui, nous ne pouvons que recommander à tous nos lecteurs d'aller le voir.

Ici la danse respire, devient pur langage d'harmonie et de beauté. Bouleversant. □

Un festival pour rien

Bernard Sizaïre

Le quatrième Festival international de Danse de Paris n'a pas tenu ses promesses. De la variété des programmes et de la diversité des troupes on pouvait attendre une confrontation permettant de faire le point sur l'un des arts fondamentaux. L'ensemble fut morne et superficiel, malgré les qualités individuelles des danseurs et la discipline des corps de ballet. Nous avons eu une impression d'éparpillement, et de gratuité dont le manque d'ingéniosité des chorégraphes est le responsable principal.

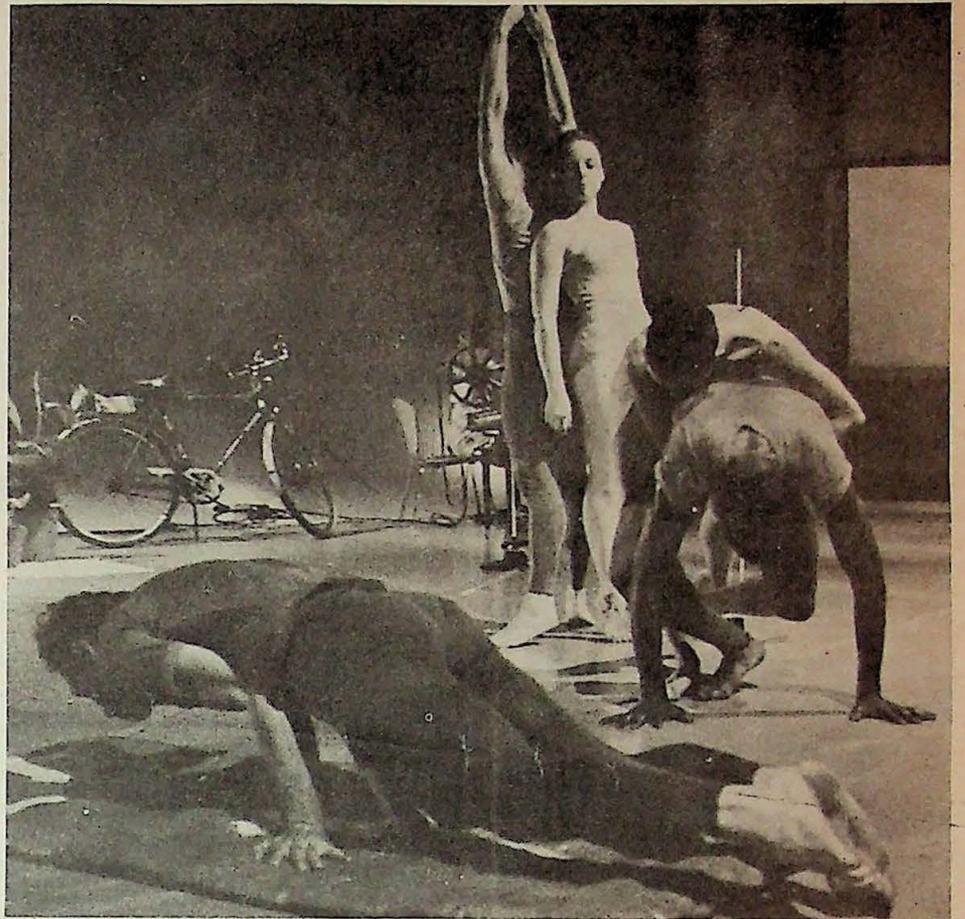
Du formalisme au réalisme

La danse académique si remarquablement représentée par le Kirov en 1965, a donné prétexte à deux numéros de virtuosité creuse et à la résur-

rection de quelques uns des plus plats ballets du marquis de Cuevas. Le Grand Ballet Classique de France, troupe de prestige à usage extérieur, donne une image bien fade de la danse. Lyane Daydé toujours gracieuse et sincère s'y est fourvoyée.

La Russie était représentée par les ballets de l'opéra de Tbilissi. Les Georgiens bondissants et précis ont été victimes d'une décoration hideuse, d'une musique indigente et d'une chorégraphie disparate où voisinaient pas classiques et folkloriques, gestulation infantile et mimiques mélodramatiques. Othello ressemblait à un vieux film muet, gentiment ridicule. On avait de la peine pour une troupe dont le zèle et la compétence sont indiscutables.

Nous n'aurions guère été séduits



Merce Cunningham : des poupées extravagantes.

Hervé Gloaguen

par la bonne routine de l'opéra de Munich si « Le More de Venise » n'avait un peu animé la soirée. Ce ballet, parfois à la limite de la pantomime réaliste des Georgiens, ne manque ni de maladresse, ni de naïveté, mais il est prestement enlevé et quelques scènes de combat s'inscrivent dans les tendances actuelles de Robbins à Béjart. Il semble que les Opéras allemands, dont nous admirons les qualités musicales et scéniques, n'aient pas encore réussi à constituer un corps de ballet de valeur internationale, faute d'une longue tradition dont l'absence peut s'expliquer par la pauvreté de la danse populaire allemande.

Une Giselle Cubaine

Qui aurait cru que la Giselle du Ballet national Cubain, constituerait le meilleur moment du Festival ? Le merveilleux talent d'Alicia Alonso a ranimé cette demoiselle un peu désuète. Sa technique éprouvée lui permet d'affronter, sans effort apparent toutes les difficultés du rôle et de se concentrer sur l'âme frémissante d'un personnage dont chaque mouvement semble être l'expression naturelle.

Ses camarades nous ont étonné par leur fraîcheur et leur dynamisme spontané. Ils ont abordé Giselle avec allégresse et loyauté. Cela nous change de nos vénérables compagnies !

Gogo or not gogo ?

Reste le cas de Merce Cunningham ! Entre la peur de rater le dernier train à la mode et celle d'être mystifié, il y a peu de place pour une appréciation sereine d'un spectacle hautement mécanisé : sorte de luxueux happening chorégraphique.

Danse moderne, spectacle expérimental basé sur de coûteux gadgets (musique concrète, stéréophonie, haut-parleurs géants, cinéma, champs d'ondes avec démultiplication des pistes sonores, etc.). Sur scène règne une activité désordonnée qui semble répugner à l'organisation d'un langage. Les appareils électromagnétiques servent à dénoncer l'univers de la machine qui constitue l'essence même de ces spectacles. Singulier paradoxe qu'explique un public composé de beatnicks élégants, d'intellectuels flétris et de poupées extravagantes. Il y a complicité entre ce monde et celui de Cunningham. Ceux qui l'applaudissent ou le subventionnent sont souvent les premiers bénéficiaires des déviations de la société industrielle. La soirée qu'ils passent ensemble est un exutoire familial.

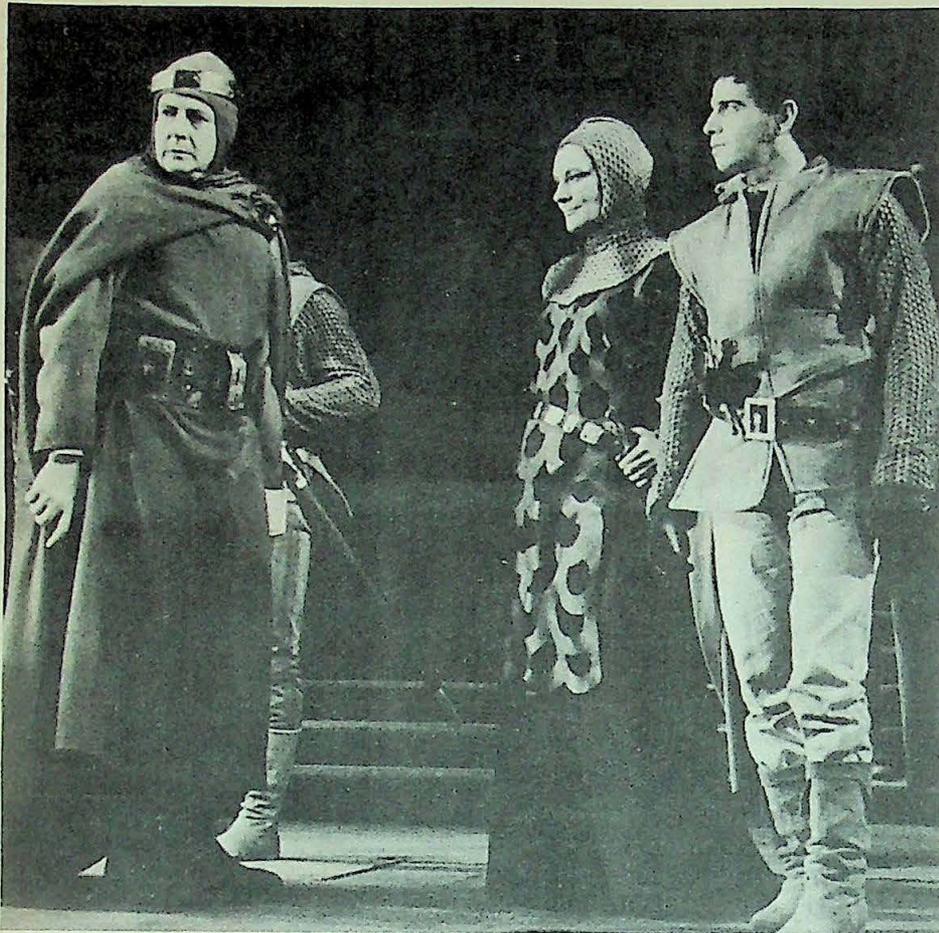
Quelques égarés cherchant un sens à ces étranges manifestations voudront y voir la traduction du désarroi de l'artiste dans la société plasticienne et électronique. Je veux bien accorder à Cunningham quelques fugitifs bonheurs d'expression, mais je ne peux que constater la pauvreté générale et la monotonie d'un langage dépourvu de style et de cohérence. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Le Rideau Déchiré

(V O)



Shakespeare, comme il vous plaira.

Photo Pic

Théâtre

Shakespeare au paroxysme

Claude Glayman

Représenter en une soirée, fût-elle de quatre heures, une synthèse d'Henry VI, cela relève de la gageure (1). J.-L. Barrault l'a tenté et gagné. Au risque de défauts qui relèvent sans doute d'un tel pari : inévitables longueurs dues sans paradoxe au principe même des coupures.

Temps morts, pourtant vite oubliés au rythme et à la densité de ce théâtre de la cruauté que Barrault et plusieurs acteurs excellents ont sculpté à partir du bruit et de la fureur de l'histoire shakespearienne.

Restent les quatre heures. Pour le metteur en scène, un point de départ initial, le drame historique n'a pas de logique interne, au sens où Marx prétendait interpréter l'Histoire humaine. Parti pris d'absurde, anti-thèse brechtienne, qui accentue encore la sensation de chaos d'une période troublée et qui débouche sur une interprétation de l'Histoire-monstre par la cruauté et le heurt violent des défauts individuels. Appel à l'irrationnalité qui écarte toute intention de conduire le spectateur à découvrir une quelconque ligne directrice. Il faut renoncer à chercher de ce côté, même si cela risque de contribuer à l'impression de longueur ; on découvrira dans le tissu humain et ses réflexes les clefs d'une

convulsion qui s'est déclenchée sur de multiples plans, bien au-delà du seul cadre historique.

Ce principe admis, l'œuvre se déroule comme un tam-tam de cris, de passions, de mal, de crimes, de haine où chacun est coincé bon gré mal gré dans l'arsenal des ambitions, des vengeances, des fortunes qui changent sans cesse de vestes. Par là un risque que Barrault n'évite pas par instants, spécialement vers la fin, celui d'un grand guignol en filigrane qui fait trébucher le drame historique sur une irruption de comique ni désirée, ni bienvenue. Mais assez parlé des ombres, car Barrault atteint le sublime, en usant d'une optique classique et de trouvailles qui le sont moins. Je songeais au « Numance » de Cervantès, recréé l'an dernier (2) : la progression dans le cruel et la folie conviennent au talent de Barrault. Surtout quand les textes sont aussi riches et denses que ce premier essai de Shakespeare, surtout quand la vision dramatique est plus proche d'une certaine homogénéité que du baroque.

Citons la séquence où la drôle de guerre de Cent Ans est démythifiée et où le personnage de Jeanne d'Arc est moqué sur un ton anti-français. Citons l'ascension et la chute du duc de Suffolk, interprété avec force, cy-

nisme et sensualité machiavélique par Gabriel Gattand. Ces hommes ne sont peut-être pas des *acteurs objectifs* de l'Histoire, ce sont des *subjectivités en délire*, déchaînement qui a bâti les siècles passés...

Citons l'admirable dernière partie où s'affrontent et succombent tour à tour York, splendidement incarné par Georges Aminel et Henry VI. Dessailly d'ordinaire excellent m'est apparu ici insuffisant, se fiant trop à la faiblesse d'un roi égaré dans le désordre des guerres civiles et n'insistant pas assez sur son pacifisme qu'on aurait supposé plus mystique. Occasion emportée par Amidou dont la voix et le port arabes confèrent à Clifford une dimension insolite et obstinée si attachante. L'épilogue s'achève en une apothéose d'horreur et de lucidité par laquelle le futur Richard III préface ce qui sera sa célèbre carrière. Jean-Pierre Bernard a tout le sadisme requis par un personnage volontiers typé.

Henry VI contient en germe, déjà portés à un degré d'incandescence inégalée, les thèmes et les créatures de l'univers shakespearien : l'épisode Jack Cade par exemple qui préfigure Falstaff ou bien la Reine Marguerite annonciatrice de Lady Macbeth, etc., Maria Casarès y est belle comme un gant de fer, l'on se souviendra longtemps de la mise à mort du duc d'York, lynchage moderne où la cruauté et la beauté se rejoignent en un rare équilibre. Ceux qui aiment le théâtre comme un être vivant et qui placent Shakespeare au sommet, rendront hommage à J.-L. Barrault pour son Henry VI. □

(1) Henry VI occupe un volume entier sur les douze du théâtre complet publié dans la très belle édition du « Club Français du Livre ».

(2) Cf. T.S. du 11 décembre 1965.

« Henry VI » de W. Shakespeare, adaptation de J.-L. Barrault sur la traduction de F.-V. Hugo, décors d'A. Acquart, costumes de M. H. Dasté. Mise en scène de J.-L. Barrault. Odéon Théâtre de France.

Exposition

Dada : ni fleurs ni couronne

Emmanuelle Stein

On a joué un bien mauvais tour à Dada. Parce que, qu'il l'ait voulu ou non, le turbulent Dada est à présent entré dans l'Histoire, il a droit aujourd'hui à ce que, de son vivant, il eût le plus abhorré : l'hommage d'une rétrospective solennelle. Aussi, rien d'étonnant à ce que dans cette exposition qui nous vient du Kunsthhaus de Zurich, nous n'ayons pas rencontré Dada, mais son fantôme.

La guerre n'était pas autre chose que des vacances prolongées pour ces jeunes gens en colère qui allaient lancer leur pétard au beau milieu des bombes de 1916. D'affreux « jojo » qui avaient nom, Tzara, Janco, Arp, Hugo Ball, Max Ernst, Picabia, Schwitters... Leur pétard, en explosant, devait se révéler être une charge de dynamite qui telle une traînée de poudre, allait se répandre à travers l'Europe, et au-delà : de Berlin à New York, de Zurich à Budapest, en passant par Paris. Puis, alors que leur mouvement était en passe d'atteindre l'âge de raison, les dadaïstes voulant épargner à Dada la honte de vieillir, se sabordent d'un commun accord, avec une élégance de grand seigneur. Ainsi l'existence de Dada aura eu la brièveté d'une flambée, assez puissante toutefois, pour que son feu vengeur ravage de fond en comble le noble édifice des idées reçues et des vérités qui se voulaient définitives.

On l'a dit et répété, et les dadaïstes les premiers : Dada n'est ni

une école, ni un style, ni une théorie, mais un état d'esprit.

Aussi serait-il vain de chercher son héritage dans les œuvres exposées, fussent-elles signées par ses plus ardents défenseurs. Picabia a beau rédiger le Manifeste Cannibale, sa peinture n'en est pas moins marquée d'un sceau personnel, fait de grâce et d'humour. Marx Ernst peut bien tailler l'Art en pièces dans des pamphlets échevelés, dans ses toiles il n'en est pas moins Max Ernst, c'est-à-dire la poésie même. Et ainsi des autres : qu'ils soient expressionnistes comme l'Allemand George Grosz, ou cubistes comme Janco, le roumain, ou futuristes comme l'Italien Evola.

Ceux qui dans leurs œuvres demeurent le plus fidèle à l'esprit nihiliste et provocant de Dada sont, d'une part, Marcel Duchamps, avec ses ready-made, et Schwitters, dans ses assemblages de détrit.

Mais c'est dans les écrits que le pouvoir de choc de Dada apparaît dans toute sa force percutante. C'est là qu'on retrouvera les échos du grand rire devastateur qui secoua une poignée de jeunes gens insolents, et à travers eux un monde déboussolé, livré poings et pieds liés au terrorisme de Dada.

Qu'on s'accorde à retrouver une filiation dadaïste au Pop'Art et aux lugubres happenings d'aujourd'hui ne fera pas revenir pour autant Dada à la vie. Il avait une santé plus joyeuse que ses pâles descendants. □

Musée d'Art moderne.

□ Elections

La portée de l'accord P.C.F. - F.G.D.S.

Rémy Grillaut

Nous avons donné la semaine dernière une première appréciation de l'accord conclu par la F.G.D.S. et le Parti communiste. Nous avons considéré comme positif le fait que les deux plus fortes organisations de la gauche aient engagé une discussion et que cette discussion ait permis d'aboutir à une entente sur un certain nombre de points et en premier lieu sur la tactique électorale du second tour. Quelles que soient les limites de cette entente, une situation nouvelle a été créée, qui renforce indiscutablement l'opposition de gauche face au gaullisme.

L'importance même de l'accord justifie cependant que l'on en fasse une analyse aussi précise que possible et c'est cette analyse que nous voulons donner maintenant à nos lecteurs.

La portée électorale de l'accord

Le communiqué commun publié à l'issue des pourparlers met volontairement l'accent sur le caractère électoral de l'accord. Pour le premier tour de scrutin « chaque formation ira à la bataille avec son propre programme et ses propres candidats ». *Il n'y aura donc pas de plate-forme commune.* Au second tour cependant la F.G.D.S. et le P.C. appelleront les électeurs « à assurer le succès du candidat de gauche le mieux placé ». Et c'est pour permettre à ces électeurs « de déterminer les raisons de leur choix » qu'un certain nombre d'objectifs communs sont énumérés.

Les désistements réciproques qu'implique cet accord interviendront en principe dans toutes les circonscriptions où la gauche a une chance de l'emporter. Dans les autres circonscriptions membres de la F.G.D.S. et communistes adopteront des tactiques différentes, les uns voteront pour les « centristes » et les autres maintiendront leurs candidats.

En règle générale les désistements se feront en faveur du candidat ayant obtenu le plus de voix (c'est ce que demandaient les communistes) mais il est prévu un certain nombre de « cas particuliers » (comme le souhaitent les membres de la Fédération) et c'est pour examiner ces « cas particuliers » que l'on se réunira dès le lendemain du premier tour de scrutin.

Tel est l'essentiel de l'accord. Le P.S.U. aurait évidemment souhaité qu'il porte sur toutes les circonscriptions et non pas seulement sur celles qui sont susceptibles d'être gagnées. Il ne soutiendra pour sa part aucun candidat de droite qu'il soit gaulliste ou concurrent du gaullisme. Ce point précisé il est prêt à conclure avec le P.C. et la F.G.D.S. des accords de désistement du même type.

Les « objectifs communs »

Bien que les notions de « programme » et de « plate-forme » aient été écartées de l'accord, il est évident que l'énumération par le P.C.F. et par la F.G.D.S. d'un certain nombre de « points de convergence » constitue une ébauche de « programme » ou de « plate-forme ». C'est d'ailleurs comme cela que l'événement a été interprété par la presse ; d'une manière générale les commentateurs ont souligné le caractère « traditionnel » ou « insuffisant » des objectifs retenus.

Aucun d'entre eux n'a cependant mis l'accent sur ce qui constitue le trait essentiel de la partie politique du communiqué, c'est-à-dire l'acceptation par le parti communiste des thèses les plus modérées de la F.G.D.S. et son hésitation à souscrire à des positions plus novatrices.

C'est ainsi que le P.C.F. (qui est en principe partisan de l'élaboration d'une nouvelle constitution) a donné son accord à la formule d'une simple « révision des articles utilisés par le président de la République pour im-



AGIP

poser le pouvoir personnel » et qu'il a admis qu'un nouveau plan économique devrait comporter « pour l'essentiel » la nationalisation des industries d'armement et des banques d'affaires (alors qu'il réclame par ailleurs la nationalisation de tous les pôles de domination économique).

En revanche les formules utilisées pour l'agriculture et pour les collectivités locales sont très en deçà de certaines déclarations faites récemment par François Mitterrand et par d'autres leaders de la F.G.D.S.

Le passage le plus faible de l'accord concerne évidemment la politique internationale où rien n'est dit sur l'Europe et sur l'avenir des alliances militaires et où ce qui est dit sur le Viet-nam va beaucoup moins loin que les conclusions du dernier colloque juridique (où P.C.F. et F.G.D.S. étaient largement représentés). Il est vrai que les deux délégations n'ont pas cherché à dissimuler leurs divergences sur ce point. Et ce n'est sans doute pas l'un des moindres mérites du communiqué que de reconnaître franchement les difficultés existantes. En cela il rompt heureusement avec une vieille tradition de la politique française.

Les possibilités offertes

Si l'entente conclue entre la F.G.D.S. et le parti communiste devait être un « point d'arrivée » nous serions portés à juger d'une manière assez pessimiste son contenu (encore que nous soyons pleinement d'accord avec beaucoup de points énumérés notamment dans le domaine social et dans celui des libertés). Mais ce texte peut être également considéré comme un point de départ et c'est pour cela que nous avons surtout mis l'accent sur ses aspects positifs.

En vérité le problème du programme commun — nous sommes ici d'accord avec le P.C. — se trouve plus que jamais posé.

Ce n'est qu'à travers la discussion d'un véritable programme que certains obstacles pourront être levés et que des synthèses — et non plus seulement des « convergences » — pourront être trouvées. Mais pour parvenir à cette discussion encore faut-il qu'il y ait déjà dialogue et déjà action commune. Et ce sont précisément ces deux points qui paraissent maintenant acquis. □